



STOP OGM INFOS

STOP OGM - COORDINATION ROMANDE SUR LE GÉNIE GÉNÉTIQUE

2011, LA RÉFLEXION SUR L'APRÈS MORATOIRE DOIT COMMENCER

PAR FABIEN FIVAZ | PRÉSIDENT DE STOP OGM

Tout porte à croire que la voie du moratoire choisie par le peuple suisse il y a une peu plus de cinq ans était, reste et restera encore longtemps la bonne. Autour de nous, dans nombre de pays de l'Union Européenne, la population et les gouvernements veulent un moratoire que la Commission Européenne a refusé d'octroyer jusqu'en 2010. Cette situation est toutefois en train de changer, même s'il est trop tôt pour dire si ces changements seront globalement bénéfiques ou s'ils sont une nouvelle façon pour les lobbies pro-OGM d'imposer leur manière de voir.

Il y a quelques mois, les câbles diplomatiques américains révélés par Wikileaks ont clairement montré que les grandes multinationales de l'agro-

alimentaire ne reculent devant rien pour imposer les OGM aux pays d'Europe, y compris à travers des menaces de « sanctions » économiques et de scénarios dignes de feuilletons d'espionnage.

Ces mouvements autour de la question des OGM montrent que même en Suisse, malgré le calme apparent qu'apporte le moratoire, nous devons rester vigilant et commencer sérieusement à réfléchir à l'après-moratoire, et ceci bien avant novembre 2013. L'année 2011 sera ainsi principalement mise à profit pour dresser et étudier les scénarios possibles. Nous mettrons tout en œuvre pour vous faire participer à ces réflexions et vous souhaitons une belle année sans OGM.

JAB
CH - 2800 Delémont

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2011 ET CONFÉRENCE

Tous les membres sont cordialement invités à l'assemblée générale de Stop OGM qui sera suivie d'une conférence-débat. Merci de s'inscrire par tél, email ou courrier afin d'en faciliter l'organisation. Elle aura lieu le :

Judi 7 avril 2011

HE - ARC (CAMPUS ARC 1, SALLE 240), ESPACE DE L'EUROPE 21, 2000 NEUCHÂTEL

18h45 PARTIE STATUTAIRE

20h30 CONFÉRENCE DONNÉE PAR LUIGI D'ANDREA

OGM POUR NOURRIR LE MONDE

UNE MAUVAISE RÉPONSE TECHNIQUE A UN VRAI PROBLÈME POLITIQUE

Dons 2010

Toutes les personnes qui souhaitent recevoir une attestation des dons réalisés en 2010 peuvent sans autres la demander au secrétaire par tel, email ou courrier (coordonnées dans l'impressum).

LE FORUM MONDIAL « SCIENCES ET DÉMOCRATIE » POSE À DAKAR LES BASES D'UNE SCIENCE « AUTREMENT »

PAR CATHERINE MORAND | SWISSAID

Le Forum social mondial fait désormais la part belle aux rencontres entre représentants des mouvements sociaux et du monde scientifique, qui pensent qu'une autre science est possible.

A Dakar, les 4 et 5 février 2011, juste avant l'ouverture du Forum social mondial, près de 300 représentants de mouvements sociaux, d'institutions scientifiques, d'ONG, d'universitaires venus du monde entier, réunis à l'École polytechnique de Dakar, ont planché sur la privatisation des savoirs, la marchandisation des biens communs de l'humanité, le brevetage du vivant, la propriété intellectuelle, sous l'égide du Forum Mondial « Sciences et Démocratie ». Une initiative lancée en 2007 en réponse à la méfiance réciproque et au manque de dialogue politique avéré entre les institutions scientifiques et les mouvements sociaux sur les grands défis qui se posent à nos sociétés. La première édition de ce Forum avait eu lieu à Belém au Brésil en 2009.

« La science participe à la dégradation, voire à la perte de savoirs, pillant des savoirs ancestraux en les transformant en marchandises brevetées », a estimé Fabien Piasecki, de la Fondation Sciences Citoyennes en France. Ce jeune scientifique sait que sa génération devra empêcher que la planète ne parte en vrille, alors que tous les signaux virent au rouge. Il se revendique chercheur et militant, et participe au développement de plaidoyers avec une rigueur toute scientifique pour définir de quelle science nous avons besoin, et mettre en œuvre des démarches scientifiques alternatives au modèle unique ambiant.

Les OGM ne sont une avancée ni technologique, ni sociale, ni environnementale

« Toutes les connaissances sont confrontées à la propriété intellectuelle, à la marchandisation, la privatisation, qu'il s'agisse de choses matérielles, mais aussi immatérielles, comme la mémoire, les savoirs, les découvertes scientifiques », s'insurge Hervé Le Crosnier, un des co-organisateurs du Forum « Sciences et démocratie ». Il dénonce l'imposture des semences OGM, qui ne constituent en rien une avancée technologique, ni sociale, ni environnementale, puisque désormais, d'innombrables études le prouvent, les rendements supérieurs ne sont pas au rendez-vous, pas plus qu'une diminution du volume des intrants chimiques ; par contre, l'endettement des paysans qui

ne peuvent plus reproduire eux-mêmes leurs semences, est bien réelle, elle, avec des conséquences dramatiques pour les paysans, qui se suicident par milliers, en Inde par exemple.

Pat Mooney de l'ETC Group dénonce quant à lui la croyance largement diffusée en ces temps de crise selon laquelle la science parviendrait à résoudre tous les problèmes. « Dont' worry, be happy, ne vous inquiétez pas du changement climatique dit-on aux gens, nous avons les moyens d'y faire face, les biotechnologies vont sortir la planète de la crise », tout en dénonçant de manière époustouflante la mainmise des grands groupes transnationaux sur les biens communs de l'humanité, les semences, la biomasse, le vivant, le plancton, le soleil.

L'imposture d'une science qui va « réparer » la terre

Geneviève Azam, économiste qui enseigne à l'université de Toulouse, abonde dans le même sens et dénonce l'imposture qui consiste à dire que la science va permettre de trouver des solutions à tous les problèmes, grâce à la géo-ingénierie. « C'est comme si la nature était une machine en panne, et que nous allions trouver des techniques pour la réparer », dénonce-t-elle. Elle en veut pour preuve par exemple les recherches pour mettre au point de petites machines (clones), qui serviront à polliniser les champs, alors que les abeilles disparaissent. « Cette science ne semble plus comptable et redevable de rien, l'« économie verte » n'est pas non plus une solution, si les bases même de la croissance ne sont pas remises en cause », estime-t-elle.

L'accès aux logiciels libres, les difficultés rencontrées par les chercheurs en Afrique, la définition des biens communs de l'humanité, la privatisation de la science, les chercheurs et les universités - devenues des bureaux d'études pour les grandes entreprises, qui font financer la recherche par le public, et empochent les résultats en les faisant breveter - tout cela a donné lieu à des débats passionnants, dans le contexte de ce Forum « Science et démocratie », qui a désormais toute sa place au sein du Forum social mondial.

Plus d'infos sous : www.sdwf-fmsd.org

A lire : OGM: la bataille de l'information de Frédéric Prat, ed. Charles Léopold Mayer, 2011

USA, CULTURE ILLÉGALE DE PGM SOUTENUE PAR L'USDA

PAR LUIGI D'ANDREA | **STOPOGM**

USDA, véreuse et sans vergogne.

Lors de sa campagne présidentielle de 2007, Obama affirmait haut et fort que le ministère de l'agriculture n'était pas le département de l'agrobusiness et que les intérêts des agriculteurs et du peuple allaient être mis au premier plan. La composition de l'équipe des « leaders » de l'alimentation et de l'agriculture choisis par le Président Obama et mis en place au ministère de l'agriculture américain (USDA) ainsi que les récentes autorisations accordées mettent en exergue la novlangue présidentielle.

L'USDA est chargé de mettre en application les politiques agricoles et alimentaires du gouvernement américain. Les postes clés de l'institution sont occupés par des personnes effectuant l'aller – retour entre l'industrie et l'administration (portes tournantes) ou par des personnes qui s'affichent clairement en faveur d'une agriculture biotechnologique. Le résultat est que l'agriculture étasunienne est aujourd'hui pilotée par l'industrie. Celle-ci impose sa vision ultra-réductionniste de la politique agricole en se plaçant au-dessus des lois et en dictant ce qu'il faut acheter et ce qu'il faut planter...avec l'argent du contribuable bien entendu (subventions agricoles) !

Quelques noms pour commencer. Tom Vilsack, ancien gouverneur pro-biotech de l'Etat de l'Iowa a été choisi comme secrétaire de l'USDA. Roger Beachy, ancien directeur du Danforth Plant Science Center formé par Monsanto est aujourd'hui directeur de l'USDA National Institute of Food and Agriculture. Quant à Michel Taylor, ancien vice-président de Monsanto, il est maintenant promu commissaire pour l'alimentation à la FDA (Food and Drug Administration). Cette agence décide de la mise sur le marché des nouveaux produits contenant

des substances nouvelles (comme les PGM). La liste pourrait encore continuer, mais afin d'illustrer nos propos venons-en aux autorisations accordées récemment par cette administration.

Alfalfa GM, une mauvaise solution à un problème inexistant

En préambule, rappelons que les régulations proposées par le ministère fin 2010, essentiellement la mise en place d'un système de zones refuges qui empêcheraient la dissémination des gènes modifiés, ont été rejetées et abandonnées. La culture est donc complètement dérégulée. L'USDA place la responsabilité de la prévention des contaminations à la charge des agriculteurs non-GM et n'accorde aucune protection pour les producteurs, consommateurs et exportateurs.

Ainsi, fin janvier, l'USDA approuvait à la culture une variété d'Alfalfa (luzerne cultivée) transgénique tolérante au glyphosate et brevetée par la firme Monsanto. L'Alfalfa est une plante herbacée fourragère très cultivée pour sa richesse en protéines (allant jusqu'à 55 %) et ses qualités d'amélioration des sols (fixation de l'azote atmosphérique), c'est la 4e culture aux USA. Elle est utilisée dans l'alimentation fourragère pour la production de viande et de lait. Actuellement le 93% des cultures d'Alfalfa sont cultivées sans avoir recours aux herbicides ce qui en fait une culture de choix pour l'agriculture biologique qui l'utilise pour nourrir leurs animaux. Pourquoi donc vouloir cultiver une variété tolérante à un herbicide qui n'est pas utilisé ? Et bien simplement pour le plaisir de vendre une mauvaise solution à un problème qui n'existe pas ! Et comme Monsanto pilote les décisions de l'USDA, il ne faut pas s'étonner de cette absurdité qui fait bondir à peu près toutes les organisations environnementales et

de défenses des consommateurs et de producteurs aux Etats-Unis.

En l'absence d'étiquetage aux USA, le label « bio » est l'unique label qui garantit l'absence d'OGM pour le consommateur. La majorité des consommateurs états-uniens disent consommer des produits bio afin d'éviter la présence d'OGM dans leur alimentation. Une contamination des cultures conventionnelles d'Alfalfa signifie la fin des cultures bio et met en danger les pratiques et le label de beaucoup de fermes bio. Aux conditions d'autorisation actuelles, les contaminations des cultures conventionnelles et bio par du pollen transgénique au travers de pollinisation croisée sont assurées, puisqu'aucune précaution ne sera prise pour l'éviter (le pollen de la luzerne est très volatil et peut voyager loin grâce aux insectes qui la pollinisent)

Le gouvernement US persiste dans l'illégalité ; la betterave GM interdite par deux fois sera replantée !

Pour rappel, en août 2010, confirmant un jugement de septembre 2009, le juge Jeffrey White interdisait la plantation et la commercialisation de variétés de betteraves à sucre transgéniques tolérantes au glyphosate (Roundup Ready) brevetées par la firme Monsanto. Le tribunal affirmait alors que l'autorisation délivrée par le ministère de l'Agriculture (USDA), en 2005, était tout simplement illégale ! Pour une bonne raison : aucune étude d'impact environnemental, sanitaire ou socio-économique digne de ce nom n'avait été réalisée.

Moins d'un mois plus tard après le recours déposé par Monsanto, l'USDA donnait à nouveau son feu vert aux cultures interdites, s'assurant allègrement sur la décision de justice.

>>> suite page suivante

>>> Les associations de défense des consommateurs et de l'environnement ont donc de nouveau fait appel au juge qui a ordonné leur arrachage sans délai (fin novembre 2010).

Vendredi dernier, alors que les médias US étaient tournés vers l'Égypte et le Superbowl, l'USDA a discrètement (re)donné son feu vert à la plantation des betteraves à sucre GM de Monsanto. L'étude d'impact elle n'est toujours pas disponible.

La raison invoquée par l'USDA est que le pays pourrait être à court de betteraves et que les agriculteurs pourraient perdre jusqu'à 20% de

leurs récoltes s'ils ne peuvent pas utiliser les semences transgéniques. Cependant, comme l'avertissait Monsanto lors du recours auprès de l'USDA après la première interdiction, une suspension lui coûterait la bagatelle de 2 milliards de dollars sur 2011 et 2012. Et oui, le 95 % des betteraves sont GM aux USA ! A vous de juger...

Mais pourquoi donc l'USDA se comporte-t-elle de cette manière? Premièrement, il est évident que cette agence est véreuse et complètement inapte à protéger les intérêts des agriculteurs, des consommateurs et bien évidemment

de l'environnement. Elle préfère dépenser son temps et son argent à contourner les décisions de justice plutôt qu'à réaliser des études d'impact.

La deuxième raison, plus grave encore, est qu'il n'y a quasiment plus d'offre de semences non génétiquement modifiées. Les autorités sont donc à la solde des nouveaux super-semenciers... Rien de nouveau, mais une belle démonstration du pouvoir de l'oligopole !

Source principales :

www.gmwatch.org

www.lesmotsontunsens.com

EN BREF

Lâché de moustiques GM dans les Caraïbes puis en Malaisie, première mondiale !

En novembre 2010, les scientifiques ont lâché dans la nature trois millions de moustiques (*Aedes aegypti*) génétiquement modifiés (moustique OX513A mis au point par l'entreprise Oxitec, au Royaume-Uni) pour lutter contre la dengue dans les Iles Caïmans. Les responsables de ce lâcher parlent d'expérimentation, mais il s'agit bel et bien d'une dissémination dans l'environnement.

Les moustiques mâles ont été génétiquement modifiés pour être stériles. Les responsables de cette expérience espèrent que les moustiques femelles sauvages, « fécondées » par des moustiques mâles GM, ne seraient pas en mesure d'engendrer une descendance, ce qui réduirait ainsi la population des moustiques porteurs de la maladie.

En janvier 2011, les associations de Consommateurs de Penang et Sahabat Alam Malaysia ont appris que 6000 autres moustiques transgéniques du même genre avaient été lâchés dans l'environnement le 21 décembre 2010, à Bentong, dans l'Etat de Pahang en Malaisie. Alors que les îles Caïmans, de par leur éloignement, pouvaient faire figure de « milieux isolés », pour ne pas dire « confinés », la Malaisie est un pays connecté au continent asiatique.

Lors des deux lâchés, le manque de transparence a été absolu. L'Institut pour la Recherche Médicale (IRM) ayant envoyé son communiqué de presse plus d'un mois après le début des essais. Enfin, selon les sources d'Inf'OGM il semblerait que le Mali s'apprête à mettre en place des essais de même nature...

Eurobaromètre européen et suisse 2010 sur les biotechnologies

L'Eurobaromètre relatif aux biotechnologies publié par l'Union européenne le 11 novembre 2010 fait apparaître "un optimisme mitigé à l'égard des biotechnologies." Le scepticisme vis-à-vis de l'utilisation des techniques de manipulation génétique dans le domaine de l'alimentation monte presque partout en Europe. La part de la population qui accepte totalement ou en partie les OGM est passée de 27% en 2005 à 23% en 2010.

En Suisse, Le 86% des personnes interrogées se sentent concernée par le débat sur les biotechnologies. Le 71 % estimaient que le développement d'aliments génétiquement modifiés ne devait pas être encouragé et le 86% se prononçaient contre le clonage animal.

A noter que 16% n'avaient jamais entendu parler d'aliment GM et 83% n'avait jamais entendu parler de biologie synthétique.

Impressum

StopOGM Coordination romande sur le génie génétique, CCP 17-460200-1, www.stopogm.ch

Président : Fabien Fivaz, f.fivaz@stopogm.ch, Tél. 078 740 0651, Premier-Mars 8, 2300 La Chaux-de-Fonds,

Chargé d'affaires : Luigi D'Andrea, l.dandrea@stopogm.ch, Tel 077 400 70 43, Rue des Bocages 9, 2800 Delémont

Impression : Imprimerie jurassienne, Delémont // Tirage à 3000 ex.

Retours : Luigi D'Andrea, Rue des Bocages 9, 2800 Delémont